

M.E.S., Numéro 109, Avril-Juin 2019

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

Mise en ligne le 11 janvier 2022

LE MARAÎCHAGE A KINSHASA : EST-CE UNE ACTIVITE DE SURVIE OU UNE STRATEGIE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ?

par

MPWO MAKOLO LIEVIN

INTRODUCTION

Depuis l'accession à l'indépendance de la RDC, ses populations partagent dans un chaos indescriptible et vivent depuis toujours en dessous du seuil de pauvreté en dépit de ses fabuleuses ressources naturelles. Ce qui est vrai, c'est cette volonté affichée par celles-ci en vue de sortir de l'impasse dans les domaines économique et socio-politique. Même alors, le bout de tunnel n'est toujours pas en vue, car elles sont loin de retrouver la stabilité c'est ainsi que pour juguler cette situation de crise permanente, il se développe plusieurs activités de lutte pour la survie car, d'après le rapport mondial du PNUD, l'indice de développement humain en RDC est l'un des plus faibles au monde alors que ce pays dispose des atouts mais que ces innombrables ressources sont dilapidées et gaspillées et cela se traduit par le délabrement des infrastructures, la paupérisation de la population et le chômage chronique²¹².

En effet, dans la ville de Kinshasa, depuis 1985, il se constate dans presque toutes les

communes, des activités agricoles qui étaient jadis l'apanage du milieu rural. Les causes à la base de cette situation sont à chercher dans l'exigence de la productivité au niveau national, à la distribution du tissu économique sous l'effet des pillages de 1991 et de 1993, à la baisse du pouvoir d'achat de la population, au salaire de misère alloué aux travailleurs ainsi qu'aux effets pervers des politiques macro-économiques mal inspirées et mal conduites.

Cette dépréciation du tissu économique suscite un exode rural vers Kinshasa, avec comme conséquence l'augmentation du taux de chômage et de sous-emploi. Le marché du travail n'absorbant pas les demandeurs d'emploi supplémentaires. Ainsi observé-t-on des tristes manifestations de la pauvreté qui sévissent dans la ville de Kinshasa. Face aux situations décrites ci-haut, cette ville a perdu tout son dynamisme socio-économique qui l'a toujours caractérisé pour devenir aujourd'hui, rien d'autre qu'une agro – ville où les Kinois vivent exclusivement dans leur majorité, de l'agriculture et du petit commerce et ont fini par adopter comme stratégie, le développement des activités génératrices des revenus dont l'une de plus importantes est le maraichage.

De ce fait, l'objectif visé dans cette étude est de savoir si le maraichage est une activité de lutte pour la survie de ménages ou qu'elle permet en outre de lutter contre la pauvreté.

Rappelons que la présente réflexion qui n'a pas de prétention d'exhaustivité porte sur deux questions, à savoir :

- le maraichage constitue – t- il une activité à même de résoudre certains problèmes de la vie ?

²¹²PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2018, p.71.

- quel est l'impact des activités maraîchères sur le vécu quotidien des Kinnois ?²¹³

Quant à nous, nous conjecturons que la dynamique du maraîchage, mieux de l'agriculture urbaine à Kinshasa ne serait que le reflet de la pauvreté et des conditions socio-économiques précaires dans lesquelles vivent les populations car, ainsi qu'on peut constater l'extension rapide des cultures maraîchères à N'djili, notamment, indique que ces activités sont considérées par la population vulnérable comme une alternative sérieuse aux problèmes du sous-emploi ainsi qu'un palliatif à la crise tant alimentaire que budgétaire. En dépit de cette expansion, le maraîchage ne peut être considéré comme une alternative dans la lutte contre la pauvreté mais plutôt comme une stratégie mise en place pour la survie de ces populations. Il n'est sans plus qu'un cadre social d'épanouissement, un milieu de résolution des problèmes sociaux qui se posent aux individus et aux familles. Le maraichage constitue une forme de résistance à la paupérisation et une réponse aux conditions existentielles misérables.

Pour bien étayer les idées ici sommairement avancées, nous trouvons indiqué de les organiser autour de trois points à savoir :

- la clarification des concepts de base utilisés étant au long de ce texte afin d'éviter toute ambiguïté.
- le cadre économique et social de la ville de Kinshasa.
- le maraichage à Kinshasa.

I. Définitions de ce concepts de base

Pour Emile Durkheim, « la première démarche du sociologue doit être de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache et qu'il sache de quoi il est question».

Ainsi, « une recherche consciente de ses besoins ne peut passer outre la nécessité de clarifier ses concepts. Car, une exigence essentielle de la recherche est que les concepts soient définis avec une clarté suffisante pour lui permettre de progresser ».

Eu égard à ce qui précède, il sied de noter que chaque discipline, mieux chaque chercheur possède ses propres concepts qui manquent son identité et indiquent son objet d'étude.

Selon les différents auteurs précités, cela constitue une interpellation qui mérite d'être prise en compte afin de congédier toute équivoque. Pour cela, nous nous attarderons sur les concepts de base tels que *maraîchage*, *survie*, *pauvreté*, et, éventuellement, sur le syntagme *activité informelle*.

1. MARAÎCHAGE

Le maraîchage existe depuis le XIX^e siècle et provient du mot marais. On utilise aussi le mot horticulture qui désigne la branche de l'agriculture comprenant la culture des légumes, des petits fruits, des fleurs, arbres et arbustes. Ce faisant, le maraîchage est un type d'activités dont le premier objectif est de fournir des productions agricoles directement vendables au consommateur final. Il est la culture de légumes, de certains fruits, de certaines fines herbes et fleurs à usage alimentaire, de manière intensive ou extensive et professionnelle, c'est-à-dire dans le but d'en faire un profit ou simplement d'en vivre. Ce qui les distingue du jardinage.

Le maraichage se définit comme une branche de la production qui comprend l'activité technico-économique et alimentaire déployée pour l'obtention des légumes. Il est à noter que c'est là, les lieux des activités économiques essentielles pour la subsistance des familles et de l'auto subsistance alimentaire des peuples ruraux et urbains²¹⁴.

²¹⁴ DUPRIEZ et alii, Jardins et vergers d'Afrique, Paris, L'Harmattan, 1987, p.38

Autrement dit, le maraichage est l'une des stratégies développées principalement par la population la plus démunie pour faire face à la misère et aux conditions de vie précaires.

2. PAUVRETE

La République Démocratique du Congo était classée parmi les pays pauvres et très endettés (PPT) du monde, en 2008 et mais certains n'en croyaient pas, car ce pays dispose de fortes potentialités au niveau de son sol et son sous sol et de par sa population constituée majoritairement d'une jeunesse active. C'est pourquoi, il est aisé de pouvoir donner quelques définitions de ce concept pour en avoir conscience nette.

Selon Jacques Froget, il est de l'ordre du constat de dire que le concept « pauvreté », ces dernières années, a évolué et continue d'évoluer rapidement. Là où il y avait des générations des déshérités, il y a maintenant de nouvelles couches sociales, jusqu'ici à l'abri derrière un statut social ou une assise financière suffisante, qui se sentent menacés. Aussi, les termes *chômage* et *pauvreté* sont deux concepts indissociables même si le terme pauvreté n'est pas nouveau et existe depuis des époques. Mais, actuellement, il est lié prioritairement au problème du chômage, et si on trouve les moyens de vaincre le chômage, et si on inclut parallèlement et prioritairement les plus démunis dans des activités développées, on aura fait beaucoup plus que la bataille de l'emploi et on aura fait reculer la misère.

Pour Christine Boutin, pour parler de la pauvreté, il faut d'abord en distinguer les différentes approches. Elle part de l'approche socio-économique. D'après cette approche, le pauvre ne dispose pas des ressources suffisantes pour subvenir à ses besoins et donc le plus pauvre est celui qui ne peut disposer des biens qui sont considérés comme essentiels de

posséder au sein d'une communauté donnée²¹⁵. Comme on le voit, cette approche considère la pauvreté comme un état purement quantitatif, un état qui serait toujours traduisible en chiffres, soit en revenu ou salaire, soit en part de produit national et intérieur brut, soit en un ensemble de critères chiffrés exprimant des conditions de vie.

De ce point de vue, il se dégage ici le fait que dans la pauvreté deux sortes de choses méritent d'être relevées, d'une part, la nourriture, les vêtements et des conditions de vie normales, c'est-à-dire suffisantes pour le repos et l'abri de la famille et d'autre part, la participation active à la vie sociale par le travail, l'éducation et l'accès à la vie de l'esprit (la culture et la religion), c'est-à-dire la possibilité pour chacun d'apporter sa marque à la construction du corps social et à l'atteinte du bien commun. Il s'agit donc par là, d'associer à la pauvreté des aspects qualitatifs aux aspects quantitatifs.

S'agissant de la Banque Mondiale, elle considère que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui réduit à l'incapacité à satisfaire ses besoins alimentaires, le manque de contrôle sur les ressources, des carences en matière d'enseignement et de capacité, une mauvaise santé, l'absence de logement, la sous-alimentation, l'accès difficile à l'eau et aux soins de santé, la vulnérabilité face aux chocs, à la violence, et à la criminalité, l'absence de liberté et de participation politiques²¹⁶.

Cette définition est plus englobante et paraît intéressante pour notre étude. La réflexion nous semble pertinente parce que la pauvreté était initialement décrite en termes quantitatifs et, pourtant, elle doit être perçue aussi en termes qualitatifs comme l'accès insuffisant aux ressources naturelles et aux biens et services publics jugés essentiels. Ici, nous

²¹⁵ BOUTIN, Ch., Cité par FROGET, J., Comité pauvreté et politique : le vrai combat, L'Harmattan, Paris, 1995, p.39

²¹⁶ PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2010, p.70

retrouvons le concept élargi de « besoins fondamentaux ».

Par ailleurs, la région d'Afrique subsaharienne, en général et la RDC, en particulier, abritent des couches des populations parmi les plus pauvres du monde. Cela s'observe directement par des résultats médiocres avec un grand nombre de statistiques financières et économiques et d'indicateurs sociaux.

La satisfaction des besoins élémentaires ne peut se réaliser sans la mise en place d'un certain nombre de conditions préalables. L'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que : « tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa propre personne ». Cela étant, les injustices sociales, génératrices de la pauvreté et les creusets de conflits, sont une entrave permanente au développement. C'est ainsi que face à cette situation, il se développe en RDC, des campagnes de lutte contre la pauvreté qui s'articule autour des stratégies de renforcement des capacités dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'environnement, de l'amélioration du cadre de vie et de la mise en œuvre des activités génératrices des revenus. Notons qu'il existe deux niveaux de pauvreté à savoir : la pauvreté absolue et la pauvreté relative.

La pauvreté absolue se caractérise par un niveau de revenu en dessous duquel on ne peut combler les besoins essentiels en matière de nutrition, d'habitat... Alors que la pauvreté relative, plus répandue dans les pays à revenus élevés que dans les pays pauvres, témoigne de la disparité considérable entre le niveau de vie des classes les plus aisées et les plus défavorisées de la société. Voilà pourquoi Majid Radnema estime que la pauvreté est une construction sociale qui est aussi étrangère à la condition des pauvres. Les pauvres sont souvent définis comme sujet de manque. Or, si on suit cette approche, tout le monde sans exception souffre d'un manque. En

conséquence, tout le monde peut être considéré d'une manière ou d'une autre comme pauvre²¹⁷. Cela atteste de la relativité de la notion de pauvreté. Le degré de la pauvreté varie d'un pays à un autre.

En Europe, la pauvreté semble donc liée à l'indigence, à l'absence des ressources économiques mais dans les sociétés africaines, la pauvreté ne se limite pas au manque de matériel et s'élargissait à d'autres facteurs tels que : le nombre d'enfants, le nombre d'épouses, les effectifs du point de vue du nombre des membres de la famille.

3. SURVIE

Le concept survie peut se comprendre comme toute activité que l'homme développe en temps de crise pour résister à la disparition. On mettra dans cette rubrique toutes les activités du secteur informel, de l'économie informelle, non structurée, non officielle que d'aucuns appellent économie souterraine, seconde économie, petite économie marchande.

Sans nous écarter de ce qui précède, la survie est pour nous, les activités qui se déploient dans un environnement où les conditions objectives générales d'un système économique classique ne sont pas remplies. Ainsi, au lieu de se marginaliser, la population s'engage dans une lutte pour la vie, à la manière de Charles Darwin, pour, tant soit peu, assurer le minimum vital. Ces activités rentrent le plus souvent dans la catégorie des informelles.

4. INFORMELLES

L'activité informelle, selon la conception de chaque auteur, prend plusieurs significations, notamment : activité souterraine, parallèle,

²¹⁷ KINKELA, N. J.M., *Economie sociale et lutte contre la pauvreté en RDC : Regard sur tontines à caractère mutualité de Kinshasa*, Thèse de doctorat en Sociologie, FSSAP, Unikin, 2008, p.163.

clandestine, non contrôlée, non structurée, marginale, invisible, cachée, illégale, de survie, etc.

L'informel, non structuré, illégal...marque une différence entre ce qui est permis ou connu et ce qui ne l'est pas. De là, on peut avancer que ce secteur regroupe toutes les activités qui échappent aux circuits officiels ou qui ne sont pas saisies par les statistiques officielles et les comptes nationaux.²¹⁸

Du point de vue de Gauthier de Villers la notion d'informel peut, en son sens, convenir pour qualifier ces formes composites, souples et équivoques qui continuent à caractériser le changement culturel en Afrique. Cette notion sert généralement à désigner un secteur de l'économie : celui formé par les petites activités marchandes peu réglementées et peu contrôlées par l'Etat²¹⁹. Il s'agit d'après cet auteur, d'évaluer une inadéquation de l'acception entre le phénomène de la non soumission au cadre juridico-institutionnel mis en place ou reconnu par l'Etat qui n'est en rien spécifique et la sphère de l'économie d'en bas. Selon cette logique, l'activité informelle est « une tentative pour résoudre le décalage survenu entre l'habitus et les situations nouvelles. Cette tentative qui est présentée comme un bricolage d'éléments hétérogènes reste, certes, une caractéristique des sociétés vivant une rencontre de cultures et cherchant à sortir de cette dialectique par un tierce système « et où se mêlent du traditionnel réinterprété et de l'innovation acculturante²²⁰ ». .

Parmi les caractéristiques de ce secteur, nous pouvons citer les comportements non structurés et des activités non licenciées. Les acteurs de ce

²¹⁸ CHARMET, J., « Méthodologie des enquêtes sur le secteur non structuré en tunisie » *In Hugo Ph. Et Deble, vivre et survivre dans les villes africaines*, PUF, collection tiers-monde, EDES, Paris, 1982, p.223

²¹⁹ GAUTHIER DE VILLERS, « phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique » *in cahiers Africains*, CEDAF, N°19-20, Paris, L'Harmattan, Avril 1996, p.8

²²⁰ Idem, p.8

secteur ne paient pas souvent officiellement leurs taxes au Gouvernement sur une base régulière. Pour les experts du B.I.T²²¹, le secteur informel serait des petites entreprises artisanales, commerciales, de transport ou encore des services qui ne sont pas intégrés dans le cadre juridico-institutionnel de l'Etat et de l'économie. Ces entreprises sont dépourvues de statuts ou des règlements légaux, ne tiennent pas la comptabilité et n'appliquent pas la législation du travail. Les acteurs de ce secteur ne disposent pas des capitaux pour réaliser leurs projets et en eux, on ne retrouve aucune organisation.

Par ailleurs, dans un contexte comme celui de la RDC, les phénomènes culturels sont appréhendés en fonction d'une dynamique de rupture avec l'ordre colonial ou prédominant la codification et le façonnement dans le moule de l'écriture²²².

Les définitions proposées par les différents auteurs restent théoriques, car en pratique, les acteurs de ce secteur sont confrontés à des multiples taxes ainsi qu'au contrôle intempestif des agents de l'Etat. Ainsi, nous estimons que le secteur informel dans la ville de Kinshasa est cet ensemble d'activités non initiées par l'Etat et relevant de l'apanage exclusif des privés pour servir de réponse à la mauvaise conjoncture que connaît la population. Le maraîchage est parmi les activités importantes de ce secteur.

II. CADRE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA VILLE DE KINSHASA

La ville de Kinshasa évolue avec comme principales caractéristiques économiques et sociales :

- l'hyper inflation galopante et persistante ;
- la régression continue de l'appareil de production ;
- l'instabilité des prix ;
- l'exode rural ;
- la dégradation des infrastructures de base, etc.

²²¹ Rapport annuel 1994, Banque du Zaïre, p.20.

²²² GAUTHIER DE VILLERS, op.cit., p.12.

Cette situation a pour conséquences :

- l'explosion démographique ;
- l'insuffisance des infrastructures d'accueil en ville (éducation, santé, hygiène, habitation) ;
- la pollution ;
- le chômage ;
- la pauvreté ;
- la malnutrition et les maladies des carences, etc.²²³

Le contexte socio-économique général dans lequel évolue la ville de Kinshasa a pris place aux lendemains des mesures de démocratisation des institutions du pays, en 1990 et qui ont entraîné son instabilité.

Rappelons que la RDC qui peut d'autosuffir par le truchement de l'agriculture exclusivement à tourné le dos depuis son accession à la souveraineté nationale et internationale, au secteur agricole au profit des recettes du cuivre. En abandonnant la production agricole, la RDC a entraîné ses villes, comme Kinshasa à vivre grâce au secteur informel, après la crise structurelle et les pillages de 1991 et 1993 qui ont détruit son appareil industriel et commercial.

Ainsi, la crise économique caractérisée par le chômage et la détérioration des termes de l'échange, fait peser tout son poids sur la ville de Kinshasa. Face à la crise, le développement des activités de débrouillardise semble être une réponse adéquate. Celles-ci utilisent une main-d'œuvre considérable, dépassant celle du secteur formel. A Kinshasa deux habitants sur trois vivent des activités de débrouillardise²²⁴ et, ce faisant, la ville est confrontée à une crise de santé qui compromet son

capital humain et qui pèse sur ses efforts de redressement économique.

Il sied de noter que la malnutrition juvénile à Kinshasa a doublé depuis 1991 pour atteindre environ 9% et c'est tout juste si les familles arrivent à manger convenablement un jour sur deux. Près de la moitié des habitants de la ville de Kinshasa vivent du maigre produit de leur jardinage et de l'agriculture urbaine que pratiquent des femmes des squating. La rapide expansion de l'agriculture urbaine à Kinshasa tient à plusieurs causes. Parmi celles-ci, on retiendra, en particulier :

- l'incapacité du secteur moderne de créer suffisamment d'emplois pour absorber une population active en constante expansion ;
- le rythme accéléré de l'urbanisation ;
- les licenciements du personnel des entreprises fermées avec les pillages, privatisées ou restructurées en application des programmes de stabilisation économique ;
- le bas niveau des salaires du secteur formel et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs qui les contraignent à rechercher des sources de revenus complémentaires.

En effet, l'agriculture joue son rôle dans cette mutation, parce qu'elle aide des millions des citoyens à surmonter la misère et à améliorer leurs conditions de santé et de nutrition. Non seulement elle permet de nourrir, mais aussi de lutter contre la malnutrition et la pauvreté.

De ce qui précède, il y a lieu de souligner que l'agriculture urbaine développée dans la Ville de Kinshasa se caractérise par une très faible productivité, et par une très grande hétérogénéité tant du point de vue de l'organisation de la production et de l'insertion dans les divers marchés que du potentiel économique des unités qui les composent. Cette activité possède certains atouts sur le plan économique ou social qui devraient pouvoir leur assurer des perspectives d'avenir plus assurantes.

²²⁴ LUZOLELE NKALALA, L. et Tom de HERDT, *La Pauvreté urbaine en Afrique Subsaharienne. Le cas de Kinshasa*, Kinshasa, CEPAS, 1999, p.21.

Malheureusement, les politiques gouvernementales de la RDC et le mode de fonctionnement des institutions nationales engendrent certaines contraintes qui créent un environnement peu propice à la consolidation des activités de l'agriculture.

A Kinshasa, les politiques et programmes alimentaires sont conçus et exécutés par le pouvoir central. La plupart des projets qui en découlent sont tributaires de l'aide extérieure laquelle conditionne grandement leur réussite et donc Kinshasa bute à l'interférence de la hiérarchie gouvernementale qui s'accapare des moyens déjà lui rétrocédés en qualité d'entité décentralisée.

Pour Luzolele et Tom de Herdt, Kinshasa vivait il y a quelques années des recettes du cuivre, mais aujourd'hui elle vit du secteur informel dont les produits vivriers occupent une position importante²²⁵. Voilà donc deux décennies déjà que la situation alimentaire en RDC n'est guère reluisante. Le pays connaît des déficits de plus en plus croissants quantitativement et qualitativement. La production de culture vivrière a connu une réduction drastique et les causes sont à chercher en amont et en aval. Parmi ces causes on peut citer : l'environnement macro-économique peu favorable ; la dégradation des voies de désertes agricoles et du délabrement des infrastructures de transport et de stockage ; l'intermédiation financière centralisé et inefficace tant dans la mobilisation de l'épargne que dans le financement des activités productrices ; la destruction du circuit bancaire ; le manque de financement propre et l'accès difficile au crédit et, partant, aux facteurs de production, principalement, les intrants ; la faiblesse des services techniques d'encadrement et l'inorganisation des producteurs du secteur agricole.

A cela, il faut incorporer les tracasseries policières et administratives ainsi que les innombrables taxes, tous ces ingrédients réunis sont

suffisants pour conduire à la hausse exagérée de prix des produits alimentaires. Compte-tenu du faible pouvoir d'achat de la population, l'accès à une alimentation suffisante et équilibrée est souvent problématique. Ce qui conduit à la malnutrition qui frappe un grand nombre de congolais, en général, et des kinois, en particulier, suite aux besoins alimentaires insatisfaisants.

Nonobstant la dégradation des infrastructures de base, la ville de Kinshasa reçoit un flux des produits alimentaires des zones de production à travers les quatre principaux réseaux de transport. Même alors, la demande alimentaire reste toujours supérieure à l'offre. L'explosion démographique résultant de la conjugaison entre le taux de croissance de la population et l'exode rural en est facteur le plus déterminant.

A côté de cette demande potentielle, il y a ce que l'on peut appeler la demande réelle dictée par les principaux indicateurs socio-économiques. A la lumière de ces indicateurs, la plupart de salariés sont fonctionnaires impayés ou sous-payés. Les autres sont mal payés en l'absence d'une politique salariale. Les prix sont en perpétuelle évolution. La question que nous nous posons est celle de savoir comment se nourrissent les Kinois et avec quel revenu ?

Tel est l'état de l'alimentation à Kinshasa dont la faim touche une proportion importante de la population. Il existe donc à Kinshasa, depuis plusieurs décennies, une réelle insécurité alimentaire : la majorité des Kinois mangent une fois par jour : un repas la matinée, composé des reliquats de la veille ou du thé pris avec du pain et un repas principal à la fin de la journée qui, le plus souvent, est pauvre en qualité. Il est composé essentiellement du maïs ou du manioc comme aliment de base et de feuille de manioc ou autres légumes comme aliments d'accompagnement²²⁶.

²²⁵ LUZOLELE NKALALA L. et HERDT, T. (de), *Op. cit*, p.24.

²²⁶ LUZOLELE NKALALA L. et HERDT, T. (de), *Op. cit*, p.24

III. Le maraîchage : une activité de survie ou stratégie de lutte contre la pauvreté ?

Ce travail est la synthèse d'une enquête menée auprès de 250 membres du Centre maraîcher de N'djili, dans le cadre d'une recherche sur la pauvreté. Les maraîchers interviewés sont des deux sexes, dont 25,6 % de femmes et 74,4 % des hommes. Les tranches d'âge dominantes parmi nos enquêtés sont comprises entre 30 et 39 ans, avec un pourcentage global de 34,4 %²²⁷.

Concernant le niveau d'études, 42,8 % de maraîchers interrogés ont atteint le niveau secondaire, bien qu'incomplet dans la majorité des cas, mais aussi 4,80 % d'autres personnes sont détentrices d'un diplôme universitaire²²⁸.

Pour 6,4 % de personnes interrogées, elles exercent ce métier depuis 1960, pratiquement depuis la création du Centre par l'administration coloniale.

Malgré les tracasseries qu'ils connaissent de la part des agents du Gouvernement, les maraîchers tirent tout de même des bénéfices substantiels de leur activité. Ainsi, les uns (28 %) reconnaissent que le maraîchage est une activité qui leurs plait et permet d'améliorer leur revenu et d'acquérir certains biens. Les types de problèmes qu'ils arrivent à résoudre sont : la survie alimentaire, les soins de santé, la scolarité des enfants et ils déclarent être insatisfaits du rendement de leurs activités dont l'établissement du rapport coût – efficacité n'est pas possible²²⁹. Mais au regard de l'outillage dont disposent les opérateurs de ce secteur, nous pensons que le rendement n'est pas

efficace. Leur travail apparaît comme une routine, car tout leur résultat semble satisfaisant surtout qu'ils arrivent à résoudre un problème social auquel ils sont confrontés régulièrement.

La production de cette activité est destinée avant tout et essentiellement à la consommation familiale. Ce qui nous fait penser que c'est une activité de subsistance. Une faible partie de la production est destinée à la vente. C'est pour dire qu'une partie du revenu permet de résoudre d'autres problèmes que ceux liés à l'alimentation.

Le rendement de cette culture maraîchère est tributaire de la qualité et de la quantité du travail qui n'est d'ailleurs pas meilleure. Les maraîchers ont du mal à estimer la valeur de leur travail ; ils ne prennent en compte que les prix des semences lorsqu'elles sont achetées, le prix d'engrais et le coût de quelques opérations sporadiques. Il leur manque un organe scientifique compétent pour assurer le suivi des travaux et l'encadrement technique des ceux – ci.

La vente des produits maraîchers se fait dans des jardins par plate-bande et au marché de détail à la botte, par tas. Les acheteurs sont le plus souvent des femmes commerçantes des différents marchés de la ville. Il est à noter que la rentabilité d'une telle exploitation dépend de la combinaison des facteurs de production dans le temps et dans l'espace.

La production des amarantes, par exemple, fait recours aux techniques culturelles pratiquées par les enquêtés, notamment : le défrichage, le semi, l'association des cultures, la mise en jachère des terres, la monoculture, le sarclage, l'arrosage et le traitement des maladies des plantes. Les instruments du travail utilisés par ces derniers sont rudimentaires. Ce qui s'explique par les conditions économiques et sociales de cette couche

²²⁷ MPWO MAKOLO, Le maraichage à Kinshasa : une activité de lutte pour la survie ou contre la pauvreté. Enquête menée au Centre maraicher de N'djili, CEPAS, Kinshasa, 2017, p.37.

²²⁸ Idem

²²⁹ Ibidem

qui ne leur permettent pas d'accéder aux équipements appropriés dont le coût est élevé.

Il nous revient de constater que les maraîchers pensent avoir développé des stratégies de lutte contre la pauvreté grâce à leurs activités. Mais, au regard du revenu, de l'outil de travail, du niveau de satisfaction, le maraîchage constitue une activité de survie pour les uns et de lutte contre la pauvreté pour les autres. Cette activité leur offre juste ce dont ils ont besoin pour manger, mais les conditions de vie des maraîchers sont loin de s'améliorer. Les recettes que cette pratique génère servent principalement à assurer tant soit peu la scolarité des enfants, les soins de santé, l'achat des vêtements, le paiement d'un loyer ainsi que l'achat des intrants. De ce fait, il se constate une émergence de la culture de la pauvreté. Cela s'observe au niveau du style de vie, de l'habitat, de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de la prolifération religieuse dans leur milieu.

La lutte contre la pauvreté s'articule autour des stratégies de renforcement des capacités dans le secteur de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'environnement et de l'habitat et de la mise en œuvre des activités génératrices des revenus. Ce qui est loin d'être le cas pour les maraîchers de N'djili dont l'essentiel de recettes générées par leur activité est destinée à la survie quotidienne.

CONCLUSION

Le problème de la pauvreté à Kinshasa est d'une ampleur et d'une complexité qui deviennent ingérables. Celle-ci résulte de plusieurs facteurs relevant du social, du politique, de l'économique et du culturel et touche des catégories socioprofessionnelles diversifiées. Eu égard à ce qui précède, plusieurs

tentatives ont été faites par la population pour la survie. Ainsi, les maraîchers de N'djili ont mis sur pieds la leur qu'est le maraîchage. Ils rencontrent des difficultés de toute sorte, non seulement ils ne peuvent compter sur un revenu quotidien régulier mais de plus, il leur arrive de ne pas rassembler dans une journée le minimum nécessaire à la survie. Cette stratégie se révèle être un des mécanismes qui leur permet de lutter pour la survie, et ne peuvent aucunement contribuer au développement du pays au regard de l'outil de travail qui est rudimentaire, ainsi que leur faible productivité. La majorité des enquêtés jugent cette pratique néfaste d'un triple point de vue : sanitaire, familiale et financier.

Cependant, la sécurité alimentaire apparaît comme le corollaire de la lutte contre la pauvreté. Aussi, est-il souhaitable que la RDC établisse un programme ou un plan pour s'attaquer aux problèmes de pauvreté, de chômage et de désintégration sociale dans le cadre d'une action à mener axée sur la mobilisation sociale qui reconnaît l'efficacité des droits aux ressources et à l'information en même temps qu'à la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain.

Les résultats de notre étude démontrent que l'expansion des activités maraîchères ne peut lutter contre la pauvreté. Elle constitue sans plus qu'un mécanisme de survie au regard de l'outil de travail qui est rudimentaire et de la faible rentabilité. Le maraîchage est un cadre social d'épanouissement, un milieu de résolution des certains problèmes sociaux qui se posent aux maraîchers dans leurs familles. Pour le développer, il faudra une organisation communautaire qui leur permet de s'attaquer à la pauvreté, au chômage et à la désintégration sociale.